

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

DEMANDE EN INTERPRÉTATION
DE L'ARRÊT DU 11 JUIN 1998 EN L'AFFAIRE
DE LA *FRONTIÈRE TERRESTRE ET MARITIME*
ENTRE LE CAMEROUN ET LE NIGÉRIA
(*CAMEROUN c. NIGÉRIA*),
EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES
(NIGÉRIA c. CAMEROUN)

ARRÊT DU 25 MARS 1999

1999

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

REQUEST FOR INTERPRETATION OF THE
JUDGMENT OF 11 JUNE 1998 IN THE CASE
CONCERNING THE *LAND AND MARITIME*
BOUNDARY BETWEEN CAMEROON AND
NIGERIA (CAMEROON v. NIGERIA),
PRELIMINARY OBJECTIONS
(NIGERIA v. CAMEROON)

JUDGMENT OF 25 MARCH 1999

Mode officiel de citation :

Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), exceptions préliminaires (Nigéria c. Cameroun), arrêt, C.I.J. Recueil 1999, p. 31

Official citation :

Request for Interpretation of the Judgment of 11 June 1998 in the Case concerning the Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Preliminary Objections (Nigeria v. Cameroon), Judgment, I.C.J. Reports 1999, p. 31

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-070792-3

N° de vente: Sales number	723
------------------------------	------------

25 MARS 1999

ARRÊT

DEMANDE EN INTERPRÉTATION DE L'ARRÊT
DU 11 JUIN 1998 EN L'AFFAIRE DE LA *FRONTIÈRE
TERRESTRE ET MARITIME ENTRE LE CAMEROUN
ET LE NIGÉRIA (CAMEROUN c. NIGÉRIA),
EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES*
(NIGÉRIA c. CAMEROUN)

REQUEST FOR INTERPRETATION
OF THE JUDGMENT OF 11 JUNE 1998 IN THE CASE
CONCERNING THE *LAND AND MARITIME BOUNDARY
BETWEEN CAMEROON AND NIGERIA
(CAMEROON v. NIGERIA), PRELIMINARY OBJECTIONS*
(NIGERIA v. CAMEROON)

25 MARCH 1999

JUDGMENT

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 1999

1999
25 mars
Rôle général
n° 101

25 mars 1999

DEMANDE EN INTERPRÉTATION
DE L'ARRÊT DU 11 JUIN 1998 EN L'AFFAIRE
DE LA *FRONTIÈRE TERRESTRE ET MARITIME*
ENTRE LE CAMEROUN ET LE NIGÉRIA
(*CAMEROUN c. NIGÉRIA*),
EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES

(NIGÉRIA c. CAMEROUN)

Article 60 du Statut — Compétence de la Cour pour connaître d'une demande en interprétation d'un arrêt prononcé sur des exceptions préliminaires — Demande ne pouvant porter que sur le dispositif de l'arrêt et sur les motifs qui en sont inséparables.

Recevabilité de la demande en interprétation:

Nécessité de ne pas porter atteinte au caractère définitif de l'arrêt à interpréter et de ne pas en retarder l'exécution — Primauté du principe de l'autorité de la chose jugée.

Arrêt du 11 juin 1998 — Rejet de la sixième exception préliminaire du Nigéria — Question des conditions dont dépend la recevabilité d'une requête à la date du dépôt de celle-ci et question de la recevabilité de l'exposé de faits et moyens supplémentaires — Principe selon lequel la liberté de présenter des éléments de fait et de droit non inclus dans la requête trouve sa limite dans l'exigence que le différend ne soit pas transformé — Décision que le Cameroun n'avait pas opéré une telle transformation du différend — « Incidents » supplémentaires et « faits » supplémentaires — Principe du respect du caractère contradictoire de la procédure.

Conclusions de la demande déjà examinées et rejetées dans l'arrêt du 11 juin 1998 — Conclusions tendant à soustraire à l'examen de la Cour des éléments de fait et de droit dont la présentation a déjà été autorisée par cet arrêt ou qui n'ont pas encore été présentés.

Dépens — Articles 64 du Statut et 97 du Règlement — Règle générale suivant laquelle chacune des parties supporte ses propres frais.

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 1999

25 March 1999

1999
25 March
General List
No. 101

REQUEST FOR INTERPRETATION OF THE
JUDGMENT OF 11 JUNE 1998 IN THE CASE
CONCERNING THE *LAND AND MARITIME
BOUNDARY BETWEEN CAMEROON AND
NIGERIA (CAMEROON v. NIGERIA)*,
PRELIMINARY OBJECTIONS

(NIGERIA v. CAMEROON)

Article 60 of the Statute — Jurisdiction of the Court to entertain a request for interpretation of a judgment on preliminary objections — Request can relate only to the operative part of the judgment and to reasons inseparable therefrom.

Admissibility of the request for interpretation:

Need to avoid impairing the finality of the judgment to be interpreted or delaying implementation thereof — Primacy of the principle of res judicata.

Judgment of 11 June 1998 — Rejection of Nigeria's sixth preliminary objection — Question of the conditions for admissibility of an application at the time of its introduction, and the question of the admissibility of the presentation of additional facts and legal grounds — Principle that the freedom to present additional facts and legal considerations not included in the application is subject to the limitation that the dispute must not be transformed — Finding that Cameroon had not so transformed the dispute — Additional "incidents" and additional "facts" — Principle of audi alteram partem.

Submissions of the request already considered and rejected in the Judgment of 11 June 1998 — Submissions seeking to remove from the Court's consideration elements of fact and law the presentation of which has already been authorized by that Judgment, or which have not yet been put forward.

Costs — Articles 64 of the Statute and 97 of the Rules — General rule that each party shall bear its own costs.

ARRÊT

Présents: M. SCHWEBEL, *président*; M. WEERAMANTRY, *vice-président*; MM. ODA, BEDJAOU, GUILLAUME, RANJEVA, HERCZEGH, SHI, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, M^{me} HIGGINS, MM. PARRA-ARANGUREN, KOOIJMANS, *juges*; MM. MBAYE, AJIBOLA, *juges ad hoc*; M. VALENCIA-OSPINA, *greffier*.

En l'affaire de la demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998,

entre

la République fédérale du Nigéria,

représentée par

S. Exc. l'honorable Alhaji Abdullahi Ibrahim, SAN, OFR, *Attorney-General* de la Fédération et ministre de la justice,
comme agent,

et

la République du Cameroun,

représentée par

S. Exc. M. Laurent Eso, ministre de la justice, garde des sceaux,
comme agent;

M. Maurice Kamto, professeur à l'Université de Yaoundé II, avocat au barreau de Paris,

M. Peter Ntamark, professeur de droit à la faculté de droit et de science politique de l'Université de Yaoundé II, *Barrister-at-Law*, membre de l'Inner Temple,

comme coagents;

M. Alain Pellet, professeur à l'Université de Paris X-Nanterre et à l'Institut d'études politiques de Paris,

comme agent adjoint,

LA COUR,

ainsi composée,

après délibéré en chambre du conseil,

rend l'arrêt suivant:

1. Le 28 octobre 1998, le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria (dénommée ci-après le «Nigéria») a déposé au Greffe de la Cour une requête introductive d'instance datée du 21 octobre 1998, par laquelle, se référant à l'article 98 du Règlement, il priait la Cour d'interpréter l'arrêt rendu par elle le 11 juin 1998 en l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)*, exceptions préliminaires.

JUDGMENT

Present: President SCHWEBEL; *Vice-President* WEERAMANTRY; *Judges* ODA, BEDJAOU, GUILLAUME, RANJEVA, HERCZEGH, SHI, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, HIGGINS, PARRA-ARANGUREN, KOOLMANS; *Judges ad hoc* MBAYE, AJIBOLA; *Registrar* VALENCIA-OSPINA.

In the case concerning the request for interpretation of the Judgment of 11 June 1998,

between

the Federal Republic of Nigeria,

represented by

H.E. Mr. Alhaji Abdullahi Ibrahim, SAN, OFR, Honourable Attorney-General of the Federation and Minister of Justice,
as Agent,

and

the Republic of Cameroon,

represented by

H.E. Mr. Laurent Eso, Minister of Justice, Keeper of the Seals,
as Agent;

Mr. Maurice Kamto, Professor at the University of Yaoundé II, Member of the Paris Bar,

Mr. Peter Ntamark, Professor of Law at the Faculty of Laws and Political Science, University of Yaoundé II, Barrister-at-Law, member of the Inner Temple,

as Co-Agents;

Mr. Alain Pellet, Professor at the University of Paris X-Nanterre and at the Institut d'études politiques, Paris,

as Deputy-Agent,

THE COURT,

composed as above,

after deliberation,

delivers the following Judgment:

1. On 28 October 1998, the Government of the Federal Republic of Nigeria (hereinafter called "Nigeria") filed in the Registry of the Court an Application instituting proceedings dated 21 October 1998, whereby, referring to Article 98 of the Rules of Court, it requested the Court to interpret the Judgment delivered by the Court on 11 June 1998 in the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Preliminary Objections*.

2. Conformément au paragraphe 2 de l'article 40 du Statut, la requête a été immédiatement communiquée au Gouvernement de la République du Cameroun (dénommée ci-après le «Cameroun») par le greffier adjoint. Les Parties ont été simultanément informées que le juge doyen, agissant en application des articles 13, paragraphe 3, et 98, paragraphe 3, du Règlement, avait fixé au 3 décembre 1998 la date d'expiration du délai dans lequel le Cameroun pourrait présenter des observations écrites sur la demande en interprétation.

3. Conformément au paragraphe 3 de l'article 40 du Statut, tous les Etats admis à ester devant la Cour ont été informés de la requête.

4. Le 13 novembre 1998, dans le délai qui lui avait été imparti, le Gouvernement du Cameroun a déposé au Greffe ses observations écrites sur la demande nigériane.

5. Au vu du dossier qui lui était ainsi soumis, la Cour, s'estimant suffisamment renseignée sur les positions des Parties, n'a pas jugé nécessaire de les inviter à «lui fournir par écrit ou oralement un supplément d'information», comme le permet le paragraphe 4 de l'article 98 du Règlement.

6. La Cour ne comptant sur le siège aucun juge de la nationalité des Parties, chacune d'elles s'est prévaluée du droit que lui confère le paragraphe 3 de l'article 31 du Statut de procéder à la désignation d'un juge *ad hoc* pour siéger en l'affaire: le Nigéria a désigné M. Bola Ajibola et le Cameroun M. Kéba Mbaye.

*

7. Dans l'instance, les Parties ont présenté les conclusions suivantes:

Au nom du Nigéria:

dans la requête:

«Sur la base des considérations qui précèdent, le Nigéria prie la Cour de dire et juger que l'arrêt de la Cour du 11 juin 1998 doit être interprété comme signifiant:

qu'en ce qui concerne la responsabilité internationale du Nigéria qui serait engagée en raison de certains incidents allégués:

- a) le différend soumis à la Cour n'inclut pas d'autres incidents allégués que ceux (tout au plus) qui sont indiqués dans la requête du 29 mars 1994 et dans la requête additionnelle du 6 juin 1994 présentées par le Cameroun;
- b) la latitude dont dispose le Cameroun pour présenter des éléments de fait et de droit supplémentaires ne concerne (tout au plus) que les éléments indiqués dans la requête du 29 mars 1994 et dans la requête additionnelle du 6 juin 1994 présentées par le Cameroun;
- c) la question de savoir si les faits allégués par le Cameroun sont établis ou non ne concerne (tout au plus) que ceux qui sont indiqués dans la requête du 29 mars 1994 et dans la requête additionnelle du 6 juin 1994 présentées par le Cameroun».

Au nom du Cameroun:

dans les observations écrites:

«Par ces motifs,

Vu la demande en interprétation présentée par la République fédérale du Nigéria, datée du 21 octobre 1998, la République du Cameroun soumet à la Cour les conclusions suivantes:

2. Pursuant to Article 40, paragraph 2, of the Statute, the Application was forthwith communicated to the Government of the Republic of Cameroon (hereinafter called "Cameroon") by the Deputy-Registrar. At the same time, the Parties were informed that the senior judge, acting pursuant to Articles 13, paragraph 3, and 98, paragraph 3, of the Rules of Court, had fixed 3 December 1998 as the time-limit for Cameroon to submit its written observations on Nigeria's request for interpretation.

3. Pursuant to Article 40, paragraph 3, of the Statute, all States entitled to appear before the Court were informed of the Application.

4. On 13 November 1998, within the time-limit fixed, the Government of Cameroon filed in the Registry its written observations on the Nigerian request.

5. In light of the dossier thus submitted to it, the Court, considering that it had sufficient information on the positions of the Parties, did not deem it necessary to invite them "to furnish further written or oral explanations", as Article 98, paragraph 4, of the Rules allows it to do.

6. Since the Court included upon the Bench no judge of the nationality of the Parties, each of them availed itself of the right conferred by Article 31, paragraph 3, of the Statute to proceed to choose a judge *ad hoc* to sit in the case: Nigeria chose Mr. Bola Ajibola and Cameroon Mr. Kéba Mbaye.

*

7. In the course of the proceedings the Parties presented the following submissions:

On behalf of Nigeria:

in the Application:

"On the basis of the foregoing considerations, Nigeria requests the Court to adjudge and declare that the Court's Judgment of 11 June 1998 is to be interpreted as meaning that:

so far as concerns the international responsibility which Nigeria is said to bear for certain alleged incidents:

- (a) the dispute before the Court does not include any alleged incidents other than (at most) those specified in Cameroon's Application of 29 March 1994 and Additional Application of 6 June 1994;
- (b) Cameroon's freedom to present additional facts and legal considerations relates (at most) only to those specified in Cameroon's Application of 29 March 1994 and Additional Application of 6 June 1994; and
- (c) the question whether facts alleged by Cameroon are established or not relates (at most) only to those specified in Cameroon's Application of 29 March 1994 and Additional Application of 6 June 1994."

On behalf of Cameroon:

in the written observations:

"On these grounds,

Having regard to the request for interpretation submitted by the Federal Republic of Nigeria dated 21 October 1998, the Republic of Cameroon makes the following submissions:

1. La République du Cameroun s'en remet à la sagesse de la Cour pour décider de sa compétence pour se prononcer sur une demande en interprétation d'une décision rendue à la suite d'une procédure incidente et, en particulier, d'un arrêt relatif aux exceptions préliminaires soulevées par la Partie défenderesse;

2. La République du Cameroun prie la Cour de bien vouloir:

— *A titre principal:*

Déclarer irrecevable la demande de la République fédérale du Nigéria; dire et juger qu'il n'y a pas lieu d'interpréter l'arrêt du 11 juin 1998;

— *A titre subsidiaire:*

Dire et juger que la République du Cameroun est en droit d'invoquer tous faits, quelle qu'en soit la date, qui permettent d'établir la violation continue de ses obligations internationales par le Nigéria; que la République du Cameroun peut aussi invoquer les faits permettant d'évaluer le préjudice qu'elle a subi et la réparation adéquate qui lui est due.»

* * *

8. La Cour examinera en premier lieu la question de sa compétence pour statuer sur la demande en interprétation déposée par le Nigéria. Celui-ci expose que, dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria*, le Cameroun a prétendu que la responsabilité internationale du Nigéria était engagée «en raison de certains incidents qui se seraient produits en divers lieux de Bakassi et du lac Tchad et le long de la frontière entre ces deux régions». Le Nigéria indique aussi que le Cameroun a «formulé des allégations concernant plusieurs incidents de ce genre dans sa requête du 29 mars 1994, dans sa requête additionnelle du 6 juin 1994, dans ses observations du 30 avril 1996 ... et au cours des audiences tenues du 2 au 11 mars 1998». Selon le Nigéria, le Cameroun a «aussi dit qu'il serait lui-même en mesure de fournir par la suite des renseignements relatifs à d'autres incidents sans préciser à quel moment». L'arrêt rendu par la Cour le 11 juin 1998 ne précise pas, d'après le Nigéria, «quels sont les incidents allégués qui doivent être pris en considération lors de l'examen de l'affaire au fond». Ainsi le Nigéria soutient que cet arrêt «n'est pas clair sur le point de savoir si le Cameroun était en droit, à diverses dates après le dépôt de sa requête modifiée, de soumettre à la Cour de nouveaux incidents».

Le Nigéria souligne en outre que l'«on ne saurait traiter comme faisant partie du différend porté devant la Cour par les requêtes de mars et juin 1994 des incidents allégués qui se seraient produits après le mois de juin 1994». Le Cameroun aurait seulement la latitude, dans cette affaire, de communiquer des «faits supplémentaires pour décrire plus en détail des incidents déjà mentionnés» en temps utile; il ne saurait en revanche se plaindre d'«incidents entièrement nouveaux et distincts qui donnent lieu à de nouvelles demandes portant sur des questions de responsabilité». L'arrêt du 11 juin 1998 devrait, par suite, être interprété comme signifiant

1. The Republic of Cameroon leaves it to the Court to decide whether it has jurisdiction to rule on a request for interpretation of a decision handed down following incidental proceedings and, in particular, with regard to a judgment concerning the preliminary objections raised by the defending Party;

2. The Republic of Cameroon requests the Court:

— *Primarily*:

To declare the request by the Federal Republic of Nigeria inadmissible; to adjudge and declare that there is no reason to interpret the Judgment of 11 June 1998;

— *Alternatively*:

To adjudge and declare that the Republic of Cameroon is entitled to rely on all facts, irrespective of their date, that go to establish the continuing violation by Nigeria of its international obligations; that the Republic of Cameroon may also rely on such facts to enable an assessment to be made of the damage it has suffered and the adequate reparation that is due to it.”

* * *

8. The Court will first address the question of its jurisdiction over the request for interpretation submitted by Nigeria. Nigeria states that, in the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria*, Cameroon alleged that Nigeria bore international responsibility “for certain incidents said to have occurred at various places at Bakassi and Lake Chad and along the length of the frontier between those two regions”. Cameroon is also said to have “made allegations involving a number of such incidents in its Application of 29 March 1994, its Additional Application of 6 June 1994, its Observations of 30 April 1996 . . . and during the oral hearings held from 2 to 11 March 1998”. According to Nigeria, Cameroon had “also said that [it] would be able to provide information as to other incidents on some unspecified future occasion”. Nigeria contends that the Court’s Judgment of 11 June 1998 does not specify “which of these alleged incidents are to be considered further as part of the merits of the case”. Thus Nigeria maintains that the Judgment “is unclear [as to] whether Cameroon was entitled at various times, after the submission of its Amended Application, to bring before the Court new incidents”.

Nigeria further emphasizes “the inadmissibility of treating as part of the dispute brought before the Court by the Applications of March and June 1994 alleged incidents occurring subsequently to June 1994”. Cameroon, it is said, is entitled in this case to submit, in due course, only “additional facts in amplification of incidents previously adverted to”; it was not entitled to submit “entirely new and discrete incidents which are made the subject of new claims of responsibility”. The Judgment of 11 June 1998 was accordingly to be interpreted as meaning “that so far as concerns the international responsibility [of] Nigeria . . . the dispute

«qu'en ce qui concerne la responsabilité internationale du Nigéria ... le différend soumis à la Cour n'inclut pas d'autres incidents allégués que ceux (tout au plus) qui sont indiqués dans la requête ... et la requête additionnelle».

9. Le Cameroun, quant à lui, rappelle dans ses observations écrites sur la demande en interprétation du Nigéria que, par son arrêt du 11 juin 1998, la Cour a rejeté sept exceptions préliminaires d'incompétence et d'irrecevabilité soulevées par le Nigéria et déclaré que, dans les circonstances de l'espèce, la huitième exception n'avait pas un caractère exclusivement préliminaire; par cet arrêt, la Cour s'est en outre reconnue compétente pour statuer sur le différend et a déclaré recevable la requête du Cameroun du 29 mars 1994 telle qu'amendée par la requête additionnelle du 6 juin 1994. Le Cameroun fait observer que les Parties «n'ont pas à «appliquer» l'arrêt [mais] doivent seulement en prendre acte». Tout en s'en remettant à la sagesse de la Cour, il déclare «nourrir les doutes les plus sérieux en ce qui concerne la faculté d'introduire une demande en interprétation d'un arrêt portant sur des exceptions préliminaires».

*

10. Aux termes de l'article 60 du Statut: «L'arrêt est définitif et sans recours. En cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de toute partie.» Cette disposition est complétée par l'article 98 du Règlement de la Cour qui précise en son paragraphe 1: «En cas de contestation sur le sens ou la portée d'un arrêt, toute partie peut présenter une demande en interprétation...»

En vertu de la seconde phrase de l'article 60, la Cour a compétence pour connaître des demandes en interprétation de tout arrêt rendu par elle. Cette disposition ne fait pas de distinction quant à la nature de l'arrêt concerné. Il s'ensuit qu'un arrêt prononcé sur des exceptions préliminaires peut, tout comme un arrêt qui a statué sur le fond, faire l'objet d'une demande en interprétation. Toutefois,

«c'est afin de permettre à la Cour de préciser au besoin ce qui a été décidé avec force obligatoire dans un arrêt, que la deuxième phrase de l'article 60 a été introduite, ... une demande qui n'a pas ce but ne rentre pas dans le cadre de cette disposition» (*Interprétation des arrêts n^{os} 7 et 8 (usine de Chorzów), arrêt n^o 11, 1927, C.P.J.I. série A n^o 13, p. 11).*

Dès lors, toute demande en interprétation doit porter sur le dispositif de l'arrêt et ne peut concerner les motifs que dans la mesure où ceux-ci sont inséparables du dispositif.

11. Dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria*, le Nigéria avait développé une sixième exception préliminaire «selon laquelle aucun élément ne permet[tait] au juge de décider

before the Court does not include any alleged incidents other than (at most) those specified in [the] Application . . . and Additional Application”.

9. For its part, Cameroon recalls in its written observations on Nigeria’s request for interpretation that, in its Judgment of 11 June 1998, the Court rejected seven of the preliminary objections of lack of jurisdiction and inadmissibility raised by Nigeria and stated that, in the circumstances of the case, the eighth objection was not of an exclusively preliminary character; in that Judgment, the Court further recognized that it had jurisdiction to adjudicate upon the dispute and found that the Application filed by the Republic of Cameroon on 29 March 1994, as amended by the Additional Application of 6 June 1994, was admissible. Cameroon declares that the Parties “do not have to ‘apply’ such a judgment; they only have to take note of it”. While leaving the question to the appreciation of the Court, it states that “there are very serious doubts about the possibility of bringing a request for interpretation of a judgment concerning preliminary objections”.

*

10. Article 60 of the Statute provides: “The judgment is final and without appeal. In the event of dispute as to the meaning or scope of the judgment, the Court shall construe it upon the request of any party.” This provision is supplemented by Article 98 of the Rules of Court, paragraph 1 of which provides: “In the event of dispute as to the meaning or scope of a judgment any party may make a request for its interpretation . . .”

By virtue of the second sentence of Article 60, the Court has jurisdiction to entertain requests for interpretation of any judgment rendered by it. This provision makes no distinction as to the type of judgment concerned. It follows, therefore, that a judgment on preliminary objections, just as well as a judgment on the merits, can be the object of a request for interpretation. However,

“the second sentence of Article 60 was inserted in order, if necessary, to enable the Court to make quite clear the points which had been settled with binding force in a judgment, . . . a request which has not that object does not come within the terms of this provision” (*Interpretation of Judgments Nos. 7 and 8 (Factory at Chorzów)*, Judgment No. 11, 1927, P.C.I.J., Series A, No. 13, p. 11).

In consequence, any request for interpretation must relate to the operative part of the judgment and cannot concern the reasons for the judgment except in so far as these are inseparable from the operative part.

11. In the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria*, Nigeria had put forward a sixth preliminary objection “to the effect that there is no basis for a judicial determination

que la responsabilité internationale du Nigéria [était] engagée en raison de prétendues incursions frontalières». La Cour, dans son arrêt du 11 juin 1998, a résumé comme suit la position du Nigéria à cet égard :

«Selon le Nigéria, les conclusions du Cameroun ne satisfont pas aux exigences de l'article 38 du Règlement de la Cour et des principes généraux du droit qui prescrivent que soient clairement présentés les faits ... [L]es éléments que le Cameroun a soumis à la Cour ne lui fournissent pas les informations dont il a besoin ... De même, selon le Nigéria, les éléments fournis sont si fragmentaires qu'ils ne permettent pas à la Cour de trancher équitablement et utilement, sur le plan judiciaire ... Tout en reconnaissant qu'un Etat dispose d'une certaine latitude pour développer ultérieurement le contenu de sa requête et de son mémoire, le Nigéria affirme que le Cameroun doit pour l'essentiel s'en tenir, dans ses développements, à l'affaire telle qu'elle a été présentée dans la requête.» (*C.I.J. Recueil 1998*, p. 317, par. 96.)

Dans le dispositif de son arrêt du 11 juin 1998, la Cour «*rejette* la sixième exception préliminaire». Elle s'appuie pour ce faire sur les motifs développés aux paragraphes 98 à 101 de l'arrêt. Ces derniers précisent les droits du Cameroun en ce qui concerne la présentation «des éléments de fait et de droit» (*ibid.*, p. 318, par. 99) qu'il pourrait avancer pour étayer ses conclusions tendant à la condamnation du Nigéria. Ces motifs sont inséparables du dispositif et la demande en interprétation remplit donc, de ce point de vue, les conditions fixées par l'article 60 du Statut pour que la Cour ait compétence pour en connaître.

* *

12. La Cour passera maintenant à l'examen de la recevabilité de la demande du Nigéria. La question de la recevabilité des demandes en interprétation des arrêts de la Cour appelle une attention particulière en raison de la nécessité de ne pas porter atteinte au caractère définitif de ces arrêts et de ne pas en retarder l'exécution. Ce n'est pas sans raison que l'article 60 du Statut énonce en premier lieu que les arrêts sont «définitif[s] et sans recours.» L'article dispose ensuite que, dans le cas d'une «contestation sur le sens et la portée de l'arrêt», celui-ci est interprété par la Cour à la demande de toute partie. Le libellé et la structure de l'article 60 traduisent la primauté du principe de l'autorité de la chose jugée. Ce principe doit être préservé. La Cour réaffirme ce qu'elle a dit précédemment, à savoir que :

«Il faut que la demande ait réellement pour objet une interprétation de l'arrêt, ce qui signifie qu'elle doit viser uniquement à faire éclaircir le sens et la portée de ce qui a été décidé avec force obligatoire par l'arrêt, et non à obtenir la solution de points qui n'ont pas ainsi été décidés. Toute autre façon d'interpréter l'article 60 du Sta-

that Nigeria bears international responsibility for alleged frontier incursions". In its Judgment of 11 June, the Court summarized Nigeria's position on this point:

"Nigeria contends that the submissions of Cameroon do not meet the standards required by Article 38 of the Rules of Court and general principles of law regarding the adequate presentation of facts . . . [W]hat Cameroon has presented to the Court does not give Nigeria the knowledge which it needs . . . Similarly, in Nigeria's view, the material submitted is so sparse that it does not enable the Court to carry out fair and effective judicial determination . . . While Nigeria acknowledge[d] that a State has some latitude in expanding later what it ha[d] said in its Application and in its Memorial, Cameroon [was] said to be essentially restricted in its elaboration to the case as presented in its Application." (*I.C.J. Reports 1998*, p. 317, para. 96.)

In the operative part of its Judgment of 11 June 1998, the Court "[r]ejects the sixth preliminary objection". The reasons for this are set out in paragraphs 98 to 101 of the Judgment. These deal in detail with Cameroon's rights as regards the presentation of "facts and legal considerations" that it might wish to put forward in support of its submissions seeking a ruling against Nigeria (*ibid.*, p. 318, para. 99). These reasons are inseparable from the operative part of the Judgment and in this regard the request therefore meets the conditions laid down by Article 60 of the Statute in order for the Court to have jurisdiction to entertain a request for interpretation of a judgment.

* *

12. The Court will now examine the admissibility of the request of Nigeria. The question of the admissibility of requests for interpretation of the Court's judgments needs particular attention because of the need to avoid impairing the finality, and delaying the implementation, of these judgments. It is not without reason that Article 60 of the Statute lays down, in the first place, that judgments are "final and without appeal". Thereafter, the Article provides that in the case of a "dispute as to the meaning or scope of the judgment", it shall be construed by the Court upon the request of any party. The language and structure of Article 60 reflect the primacy of the principle of *res judicata*. That principle must be maintained. The Court adheres to what it has previously held, namely that

"[t]he real purpose of the request must be to obtain an interpretation of the judgment. This signifies that its object must be solely to obtain clarification of the meaning and the scope of what the Court has decided with binding force, and not to obtain an answer to questions not so decided. Any other construction of Article 60 of the Statute

tut aurait pour conséquence d'annuler la disposition de ce même article selon laquelle l'arrêt est définitif et sans recours.» (*Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile, arrêt, C.I.J. Recueil 1950, p. 402.*)

Dans son arrêt sur la *Demande en revision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)* (*Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne*), la Cour s'est prononcée dans le même sens en concluant que

«l'une des conditions de recevabilité d'une demande en interprétation est ... que le but véritable de la demande doit être d'obtenir une interprétation — un éclaircissement sur ce sens et cette portée.» (*C.I.J. Recueil 1985, p. 223, par. 56.*)

13. En la présente espèce, la Cour commencera par rappeler quelles avaient été, à l'égard des incidents frontaliers allégués, les conclusions du Cameroun dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria*. Dans sa requête telle qu'amendée par sa requête additionnelle, le Cameroun se plaignait en 1994 «d'incursions graves et répétées des populations et des forces armées nigériennes en territoire camerounais tout le long de la frontière entre les deux pays». Il demandait en outre à la Cour de juger que la responsabilité du Nigéria était «engagée par les faits internationalement illicites» qui, selon lui, s'étaient produits dans les régions de Bakassi et du lac Tchad.

Dans son mémoire du 16 mars 1995, le Cameroun a développé ces conclusions en soulignant que la responsabilité internationale du Nigéria était «engagée par les faits internationalement illicites» exposés aux pages 561 à 648 dudit mémoire. Ce document traitait d'incidents survenus non seulement dans les régions de Bakassi et du lac Tchad, mais aussi dans les autres régions frontalières et notamment à Tipsan. Puis, dans ses observations du 30 avril 1996, le Cameroun confirmait ses conclusions antérieures et recensait en annexe I à ses observations une série d'incidents concernant quarante-deux localités situées tout au long de la frontière. Certains de ces incidents mentionnés dans le mémoire et dans les observations du Cameroun étaient postérieurs au dépôt de sa requête additionnelle.

14. Aux conclusions ainsi présentées, le Nigéria opposa la sixième exception d'irrecevabilité. Il exposait que la requête initiale du Cameroun telle qu'amendée se bornait à des affirmations vagues «en ce qui concerne les dates, les circonstances et les lieux précis des prétendues incursions et incidents». Il ajoutait que cette requête ne mettait «pas en cause la responsabilité internationale du Nigéria à l'égard d'actes commis ailleurs qu'à Bakassi et dans le lac Tchad». Il estimait que le Cameroun était tenu «de se limiter pour l'essentiel aux faits ... présentés dans sa requête». Il en concluait que toute tentative ultérieure d'élargir la portée de l'affaire était inadmissible et que les «éléments supplémentaires» présentés par la suite en vue d'établir la responsabilité du Nigéria devaient être écartés.

would nullify the provision of the article that the judgment is final and without appeal.” (*Request for Interpretation of the Judgment of 20 November 1950 in the Asylum Case, Judgment, I.C.J. Reports 1950*, p. 402.)

In its Judgment on the *Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)* (*Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya*), the Court similarly held that

“[i]t is however a condition of admissibility of a request for interpretation . . . that the real purpose of the request be to obtain an interpretation — a clarification of that meaning and scope (*I.C.J. Reports 1985*, p. 223, para. 56)”.

13. In the present case, the Court would initially recall what were Cameroon’s submissions with regard to the alleged frontier incidents in the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria*. In its Application as amended by its Additional Application, Cameroon complained in 1994 “of grave and repeated incursions of Nigerian groups and armed forces into Cameroonian territory all along the frontier between the two countries”. It further requested the Court to adjudge that the “internationally unlawful acts” alleged to have occurred in the Bakassi and Lake Chad regions involve the responsibility of Nigeria.

In its Memorial of 16 March 1995, Cameroon developed these submissions by emphasizing that, as a result of the “internationally unlawful acts” set out in pages 561 to 648 of the Memorial, Nigeria had incurred international responsibility. This document dealt not only with incidents in the Bakassi and Lake Chad regions, but also with those in other frontier areas and in particular at Tipsan. Then, in its observations of 30 April 1996, Cameroon confirmed its previous submissions and in Annex I to those observations listed incidents relating to 42 localities situated along the length of the frontier. Some of the incidents mentioned in Cameroon’s Memorial and observations had occurred after the date of the Additional Application.

14. To these submissions, Nigeria raised its sixth objection to admissibility. It argued that Cameroon’s initial Application as amended restricted itself to vague allegations as to “the dates, circumstances and precise locations of the alleged incursions and incidents”. It added that this Application “made no claim as to Nigeria’s international responsibility in relation to acts occurring outside Bakassi and Lake Chad”. It considered that Cameroon must “essentially confine itself to the facts . . . presented in its Application”. From this it concluded that any subsequent attempt to enlarge the scope of the case was inadmissible and that “additions” presented subsequently with a view to establishing Nigeria’s responsibility must be disregarded.

15. Par son arrêt du 11 juin 1998, la Cour a rejeté la sixième exception préliminaire du Nigéria. Elle a expliqué que «[l]a décision sur la sixième exception préliminaire du Nigéria dépend[ait] de la question de savoir si [étaient] réunies en l'espèce les conditions que doit remplir une requête, telles qu'énoncées au paragraphe 2 de l'article 38 du Règlement de la Cour» (*C.I.J. Recueil 1998*, p. 318, par. 98). La Cour a ajouté que le terme «succinct» employé au paragraphe 2 de l'article 38 du Règlement («[la requête] indique ... la nature précise de la demande et contient un exposé succinct des faits et moyens sur lesquels cette demande repose») ne signifiait pas «complet» et n'excluait pas que l'exposé des faits et motifs sur lesquels repose une demande soit complété ultérieurement. Elle a également dit que la latitude de l'Etat demandeur, pour développer ce qu'il a exposé dans sa requête, n'était pas strictement limitée, comme le suggérait le Nigéria. La Cour a notamment souligné qu'une telle conclusion ne saurait être tirée du prononcé de la Cour selon lequel la date pertinente pour apprécier la recevabilité d'une requête est la date de son dépôt car «ces prononcés ne se réfèrent pas au contenu des requêtes (*Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*, exceptions préliminaires, arrêt, *C.I.J. Recueil 1998*, p. 26, par. 44, et *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*, exceptions préliminaires, arrêt, *C.I.J. Recueil 1998*, p. 130, par. 43)» (*ibid.*, p. 318, par. 99). Elle tient à réaffirmer que la question des conditions dont dépend la recevabilité d'une requête à la date du dépôt de celle-ci et la question de la recevabilité de l'exposé de faits et moyens supplémentaires sont deux questions différentes. La Cour a indiqué, dans son arrêt du 11 juin 1998, que la liberté de présenter des éléments de fait et de droit supplémentaires trouvait sa limite dans l'exigence que le différend porté devant la Cour par requête ne soit pas transformé en un autre différend dont le caractère ne serait pas le même. C'est en fin de compte à la Cour qu'il appartient de déterminer dans chaque cas où la question se pose si le différend est ainsi transformé ou non. En ce qui concerne la sixième exception préliminaire du Nigéria, l'arrêt du 11 juin 1998 a conclu que, «[e]n l'espèce, le Cameroun n'a[vait] pas opéré une telle transformation du différend» (*C.I.J. Recueil 1998*, p. 319, par. 100) et que la requête du Cameroun remplissait les conditions fixées par l'article 38 du Règlement. Ainsi, la Cour n'a pas distingué entre «incidents» et «faits»; elle a jugé que des incidents supplémentaires constituent des faits supplémentaires et que leur invocation dans l'instance est régie par les mêmes règles. A cet égard, point n'est besoin pour la Cour de souligner qu'elle a appliqué et appliquera strictement le principe du respect du caractère contradictoire de la procédure.

16. Il découle de ce qui précède que la Cour a déjà clairement examiné et rejeté, dans son arrêt du 11 juin 1998, la première des trois conclusions présentées par le Nigéria au terme de sa demande en interprétation, à savoir que:

15. By its Judgment of 11 June 1998, the Court rejected Nigeria's sixth preliminary objection. The Court explained that "[t]he decision on Nigeria's sixth preliminary objection hinges upon the question of whether the requirements which an application must meet and which are set out in Article 38, paragraph 2, of the Rules of Court are met" (*I.C.J. Reports 1998*, p. 318, para. 98). The Court added that the term "succinct" used in Article 38, paragraph 2, of the Rules ("[the Application] shall also specify the precise nature of the claim, together with a succinct statement of the facts and grounds on which the claim is based") does not mean "complete" and does not preclude later additions to the statement of the facts and grounds on which the claim is based. The Court also found that the latitude of an applicant State, in developing what it has said in its application, is not strictly limited, as suggested by Nigeria. The Court underlined, *inter alia*, that that conclusion cannot be drawn from the Court's pronouncement on the importance of the point of time of the submission of the application as the critical date for the determination of its admissibility as "these pronouncements do not refer to the content of applications (*Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)*), *Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1998*, p. 26, para. 44; and *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*, *Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1998*, p. 130, para. 43)" (*ibid.*, p. 318, para. 99). The Court wishes to reiterate that the question of the conditions for the admissibility of an application at the time of its introduction, and the question of the admissibility of the presentation of additional facts and legal grounds, are two different things. The Court indicated, in its Judgment of 11 June 1998, that the limit of the freedom to present additional facts and legal considerations is that there must be no transformation of the dispute brought before the Court by the application into another dispute which is different in character. Whether that is the case ultimately has to be decided by the Court in each individual case in which the question arises. With regard to Nigeria's sixth preliminary objection, the Judgment of 11 June 1998 has concluded that "[i]n this case, Cameroon has not so transformed the dispute" (*ibid.*, p. 319, para. 100) and that Cameroon's Application met the requirements of Article 38 of the Rules. Thus, the Court made no distinction between "incidents" and "facts"; it found that additional incidents constitute additional facts, and that their introduction in proceedings before the Court is governed by the same rules. In this respect, there is no need for the Court to stress that it has and will strictly apply the principle of *audi alteram partem*.

16. It follows from the foregoing that the Court has already clearly dealt with and rejected, in its Judgment of 11 June 1998, the first of the three submissions presented by Nigeria at the end of its request for interpretation, namely that:

«a) le différend soumis à la Cour n'inclut pas d'autres incidents allégués que ceux (tout au plus) qui sont indiqués dans la requête du 29 mars 1994 et dans la requête additionnelle du 6 juin 1994 présentées par le Cameroun».

La Cour ne saurait par suite connaître de cette première conclusion sans remettre en cause l'autorité de la chose jugée qui s'attache audit arrêt.

Les deux autres conclusions, à savoir que :

«b) la latitude dont dispose le Cameroun pour présenter des éléments de fait et de droit supplémentaires ne concerne (tout au plus) que les éléments indiqués dans la requête du 29 mars 1994 et dans la requête additionnelle du 6 juin 1994 présentées par le Cameroun»,

et que :

«c) la question de savoir si les faits allégués par le Cameroun sont établis ou non ne concerne (tout au plus) que ceux qui sont indiqués dans la requête du 29 mars 1994 et dans la requête additionnelle du 6 juin 1994 présentées par le Cameroun»,

tendent à soustraire à l'examen de la Cour des éléments de fait et de droit dont la présentation a déjà été autorisée par l'arrêt du 11 juin 1998 ou qui n'ont pas encore été présentés par le Cameroun. Dans une hypothèse comme dans l'autre, la Cour ne saurait examiner ces conclusions.

Il résulte de ce qui précède que la demande en interprétation que le Nigéria a soumise à la Cour n'est pas recevable.

* *

17. Au vu des conclusions auxquelles elle est parvenue ci-dessus, la Cour n'a pas eu à se pencher sur la question de savoir s'il existerait entre les Parties une «contestation sur le sens et la portée de l'arrêt» du 11 juin 1998, au sens de l'article 60 du Statut.

* *

18. Dans ses observations écrites, le Cameroun prie non seulement la Cour de déclarer que la demande en interprétation présentée par le Nigéria est irrecevable, mais aussi de juger, conformément aux dispositions de l'article 97 du Règlement, que les frais de procédure supplémentaires imposés au Cameroun par la demande du Nigéria doivent être supportés par celui-ci.

L'article 64 du Statut stipule que, sauf «[s]il en est décidé autrement par la Cour, chaque partie supporte ses frais de procédure.» Cette disposition est mise en œuvre par l'article 97 du Règlement. Tout en prévoyant

“(a) the dispute before the Court does not include any alleged incidents other than (at most) those specified in Cameroon’s Application of 29 March 1994 and Additional Application of 6 June 1994”.

The Court would therefore be unable to entertain this first submission without calling into question the effect of the Judgment concerned as *res judicata*. The two other submissions, namely that:

“(b) Cameroon’s freedom to present additional facts and legal considerations relates (at most) only to those specified in Cameroon’s Application of 29 March 1994 and Additional Application of 6 June 1994”,

and that:

“(c) the question whether facts alleged by Cameroon are established or not relates (at most) only to those specified in Cameroon’s Application of 29 March 1994 and Additional Application of 6 June 1994”,

endeavour to remove from the Court’s consideration elements of law and fact which it has, in its Judgment of 11 June 1998, already authorized Cameroon to present, or which Cameroon has not yet put forward. In either case, the Court would be unable to entertain these submissions.

It follows from the foregoing that Nigeria’s request for interpretation is inadmissible.

* *

17. In view of the conclusions it has reached above, there is no need for the Court to examine whether there is, between the Parties, a “dispute as to the meaning or scope of the judgment” of 11 June 1998, as contemplated by Article 60 of the Statute.

* *

18. In its written observations, Cameroon seeks not only to have the Court declare Nigeria’s request for interpretation inadmissible, it also requests that, in conformity with Article 97 of the Rules, Nigeria be charged with the additional costs caused to Cameroon by Nigeria’s request.

Article 64 of the Statute provides that “[u]nless otherwise decided by the Court, each party shall bear its own costs”. This provision is given effect by Article 97 of the Rules of Court. While anticipating the possi-

la possibilité d'exceptions, dans des circonstances qu'il ne précise pas, l'article 64 du Statut consacre ainsi le

«principe fondamental en matière de dépens qui s'applique au contentieux devant les tribunaux internationaux, à savoir que chacune des parties supporte ses propres frais» (*Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1973, p. 212, par. 98*).

La Cour ne voit pas de raison de se départir dans la présente instance de la règle générale qui trouve son expression à l'article 64 du Statut.

* * *

19. Par ces motifs,

LA COUR,

1) Par treize voix contre trois,

Déclare irrecevable la demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)*, exceptions préliminaires, présentée par le Nigéria le 28 octobre 1998;

POUR: M. Schwebel, *président*, MM. Oda, Bedjaoui, Guillaume, Ranjeva, Herczegh, Shi, Fleischhauer, Vereshchetin, M^{me} Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, *juges*; M. Mbaye, *juge ad hoc*;

CONTRE: M. Weeramantry, *vice-président*, M. Koroma, *juge*; M. Ajibola, *juge ad hoc*;

2) A l'unanimité,

Rejette la demande du Cameroun tendant à faire supporter par le Nigéria les frais de procédure supplémentaires qui lui ont été imposés par ladite demande en interprétation.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-cinq mars mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République fédérale du Nigéria et au Gouvernement de la République du Cameroun.

Le président,

(*Signé*) Stephen M. SCHWEBEL.

Le greffier,

(*Signé*) Eduardo VALENCIA-OSPINA.

bility of exceptions, in circumstances which it does not specify, Article 64 confirms the

“basic principle regarding the question of costs in contentious proceedings before international tribunals, to the effect that each party shall bear its own” (*Application for Review of Judgement No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1973*, p. 212, para. 98).

The Court sees no reason to depart in the present case from the general rule set forth in Article 64 of the Statute.

* * *

19. For these reasons,

THE COURT,

(1) By thirteen votes to three,

Declares inadmissible the request for interpretation of the Judgment of 11 June 1998 in the case concerning the Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Preliminary Objections, presented by Nigeria on 28 October 1998;

IN FAVOUR: *President Schwebel; Judges Oda, Bedjaoui, Guillaume, Ranjeva, Herczegh, Shi, Fleischhauer, Vereshchetin, Higgins, Parra-Aranguren, Kooijmans; Judge ad hoc Mbaye;*

AGAINST: *Vice-President Weeramantry; Judge Koroma; Judge ad hoc Ajibola.*

(2) Unanimously,

Rejects Cameroon’s request that Nigeria bear the additional costs caused to Cameroon by the above-mentioned request for interpretation.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this twenty-fifth day of March, one thousand nine hundred and ninety-nine, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Federal Republic of Nigeria and the Government of the Republic of Cameroon respectively.

(*Signed*) Stephen M. SCHWEBEL,
President.

(*Signed*) Eduardo VALENCIA-OSPINA,
Registrar.

M. WEERAMANTRY, vice-président, M. KOROMA, juge, et M. AJIBOLA, juge *ad hoc*, joignent à l'arrêt les exposés de leur opinion dissidente.

(Paraphé) S.M.S.

(Paraphé) E.V.O.

Vice-President WEERAMANTRY, Judge KOROMA, and Judge *ad hoc* AJIBOLA append dissenting opinions to the Judgment of the Court.

(Initialed) S.M.S.

(Initialed) E.V.O.
